

estabelece (artigo 63.º do referido decreto) que os oficiais das forças aéreas podem ser nomeados para fazer parte dos tribunais militares territoriais e Supremo Tribunal Militar;

Usando da faculdade conferida pela 1.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, nos termos do § 2.º do seu artigo 80.º, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. Os §§ 1.º e 2.º do artigo 315.º e os artigos 316.º e 320.º, todos do Código de Justiça Militar, aprovado pelo Decreto n.º 11 292, de 26 de Novembro de 1925, passam a ter a seguinte redacção:

Art. 315.º

§ 1.º O presidente será um general do Exército ou da Aeronáutica, ou ainda um oficial general da Armada com o posto de vice-almirante ou de contra-almirante.

§ 2.º Os vogais militares serão oficiais gerais, sendo três do Exército, dois da Armada e um da Aeronáutica.

Art. 316.º O presidente e vogais militares do Supremo Tribunal Militar serão nomeados por portaria assinada pelos Ministros da Defesa Nacional, do Exército e da Marinha e exercerão aquelas comissões de serviço durante dois anos, pelo menos, nos quais não poderão ser nomeados para quaisquer outras comissões de comando, inspecção ou direcção

que não sejam na própria sede onde funciona o tribunal e acumuláveis com os cargos de juizes. Esta acumulação, porém, não dará lugar a acumulação de vencimentos.

Art. 320.º Para o cargo de juiz relator será nomeado um juiz do Supremo Tribunal de Justiça ou do quadro dos tribunais das Relações, do continente, que conte pelo menos cinco anos de serviço, sendo preferidos os que hajam servido, durante mais de três anos, como auditores nos tribunais militares territoriais ou no da Marinha, escolhido de acordo entre os Ministros da Defesa Nacional, do Exército e da Marinha, de entre os designados numa lista triplíce, pedida, para esse fim, ao Ministério da Justiça, sendo a portaria da nomeação assinada por aqueles Ministros.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 8 de Junho de 1957. — ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR — *Marcello Caetano* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 41 148

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, nos termos do § 2.º do seu artigo 80.º, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovado, para ratificação, o Protocolo que modifica o Acordo Internacional sobre o Açúcar de 1953, assinado em Londres a 14 de Dezembro de 1956, cujo texto em francês e respectiva tradução são anexos ao presente decreto.

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 8 de Junho de 1957. — ANTÓNIO DE OLIVEIRA SALAZAR — *Marcello Caetano* — *Joaquim Trigo de Negreiros* — *João de Matos Antunes Varela* — *António Manuel Pinto Barbosa* — *Américo Deus Rodrigues Thomaz* — *Eduardo de Arantes e Oliveira* — *Raul Jorge Rodrigues Ventura* — *Francisco de Paula Leite Pinto* — *Ulisses Cruz de Aguiar Cortês* — *Manuel Gomes de Araújo* — *Henrique Veiga de Macedo*.

Conférence des Nations Unies sur le Sucre de 1956

Protocole Portant Amendement de l'Accord International sur le sucre ouvert à la signature à Londres le 1^{er} octobre 1953

Les Parties au présent Protocole, tenant compte de la résolution n.º 3 adoptée à la neuvième séance plénière de la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956, par laquelle les Parties à l'Accord international sur le sucre ouvert à la signature le 1^{er} octobre 1953, à Londres (ci-après désigné «l'Accord principal»), ont décidé à l'unanimité qu'il convenait de modifier ledit Accord au moyen d'un Protocole d'amendement, et désirant introduire dans l'Accord au moyen de ce Protocole certains amendements élaborés par la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956, sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE PREMIER

1. Les Parties au présent Protocole s'engagent à donner, conformément aux dispositions du présent Pro-

tocole, pleine valeur juridique aux amendements à l'Accord principal tels qu'ils sont reproduits en Annexe au présent Protocole, à les mettre en vigueur et à en assurer l'application.

2. Les amendements reproduits en Annexe au présent Protocole entreront en vigueur à la date de l'entrée en vigueur de ce Protocole, et tout Etat qui deviendra Partie à l'Accord principal après l'entrée en vigueur des amendements audit Accord deviendra Partie à l'Accord principal ainsi amendé.

ARTICLE 2

Aussitôt que possible après l'ouverture du présent Protocole à la signature, le Secrétaire général des Nations Unies établira un texte de l'Accord principal où

seront incorporés les amendements reproduits en Annexe au présent Protocole et en enverra, à titre d'information, des copies certifiées conformes aux gouvernements de tous les pays Parties à l'Accord principal et de tous les autres États invités à la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956.

ARTICLE 3

1. Le présent Protocole sera ouvert à la signature des Parties à l'Accord principal, à Londres, du 1^{er} au 15 décembre 1956, inclus.

2. Le présent Protocole sera soumis à ratification ou acceptation par les gouvernements signataires, conformément à leur procédure constitutionnelle respective, et les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

3. Le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de toute Partie à l'Accord principal qui n'aura pas signé ce Protocole; cette adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

4. Les Gouvernements des États qui ne sont pas Parties à l'Accord principal, mais qui ont été invités à la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956, pourront adhérer, conformément aux dispositions de l'article 41 de l'Accord principal amendé, à l'Accord principal tel qu'il est amendé aux termes du présent Protocole.

ARTICLE 4

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1957, si à cette date les instruments de ratification, d'acceptation du Protocole ou d'adhésion à celui-ci et les instruments d'adhésion à l'Accord principal amendé conformément au présent Protocole ont été déposés par des Gouvernements, détenant 60 pour cent des voix des pays importateurs et 75 pour cent des voix des pays exportateurs selon la répartition fixée à l'Annexe au présent Protocole, ou; pendant les six mois suivants, à la date postérieure à laquelle ces pourcentages auront été atteints. Toutefois, aux fins du présent paragraphe, sera considérée comme équivalente à une ratification, acceptation ou adhésion une notification reçue pour le 1^{er} janvier 1957 par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord d'une des Parties à l'Accord principal ou de l'un des Gouvernements visés au paragraphe 4 de l'article 3, qui n'aurait pu à cette date ratifier le Protocole, l'accepter ou y adhérer, ou adhérer à l'Accord principal amendé par ce Protocole, selon le cas, cette notification contenant l'engagement de s'efforcer d'obtenir aussi rapidement que le permet la procédure constitutionnelle de cette Partie à l'Accord principal ou de ce Gouvernement, et au plus tard le 1^{er} juillet 1957, soit:

- a) la ratification ou l'acceptation du présent Protocole ou l'adhésion à celui-ci; soit
- b) l'adhésion à l'Accord principal amendé conformément aux dispositions du présent Protocole.

2. En tout état de cause, prendront effet du 1^{er} janvier 1957 les obligations relatives à l'année contingente 1957 qui découlent du présent Protocole et de l'Accord principal amendé par celui-ci et qui incombent aux Gouvernements qui, le 1^{er} juillet 1957 au plus tard, auront ratifié ou accepté ce Protocole ou y auront adhéré ou auront adhéré à l'Accord principal amendé par le présent Protocole.

3. Si, à la date du 1^{er} juillet 1957, le pourcentage des voix des pays importateurs ou des pays exporta-

teurs dont les Gouvernements auront ratifié ou accepté le présent Protocole ou y auront adhéré, ou dont les Gouvernements auront adhéré à l'Accord principal amendé par ledit Protocole, est inférieur au pourcentage requis pour l'entrée en vigueur du présent Protocole, conformément au paragraphe 1, les Gouvernements qui auront ainsi ratifié, accepté ou adhéré pourront convenir de mettre en vigueur entre eux l'Accord principal amendé par le présent Protocole.

4. Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord notifiera à toutes les Parties à l'Accord principal et à tous les autres États représentés par des délégués ou des observateurs à la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956 toute signature et tout dépôt d'un des instruments mentionnés à l'article 3 du présent Protocole.

ARTICLE 5

Si, à la date du 1^{er} juillet 1957, un Gouvernement ayant notifié qu'il s'engageait à s'efforcer d'obtenir l'adhésion à l'Accord principal amendé conformément au présent Protocole n'a pas déposé un instrument d'adhésion, le Conseil international du sucre mentionné à l'article 27 de l'Accord principal déterminera, en consultation avec ledit Gouvernement, la situation juridique de celui-ci par rapport à l'Accord principal ainsi amendé et les implications de cette situation juridique.

ARTICLE 6

Si

- a) après l'entrée en vigueur des amendements reproduits en Annexe au présent Protocole, l'une des Parties à l'Accord principal n'a pas ratifié ou accepté le présent Protocole, n'y a pas adhéré ou n'a pas notifié qu'il s'engage à s'efforcer d'obtenir la ratification, l'acceptation ou l'adhésion; ou si
- b) à la date du 1^{er} juillet 1957, l'une des Parties à l'Accord principal n'a pas ratifié ou accepté le Protocole ou n'y a pas adhéré,

le Conseil international du sucre entrera en consultation avec ce Gouvernement en vue de résoudre les problèmes qui découlent de cette situation.

ARTICLE 7

Tout Gouvernement peut, au moment de la signature, de la ratification ou de l'acceptation du présent Protocole ou de l'adhésion à celui-ci ou de l'adhésion à l'Accord principal amendé par le présent Protocole, ou à tout moment ultérieur, déclarer par notification au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord que le présent Protocole ou l'Accord principal amendé par ce Protocole s'étend à tout ou partie des territoires dont il assure la représentation internationale, et ce Protocole ou l'Accord principal amendé par celui-ci, selon le cas, s'applique dès réception de cette notification à tous les territoires qui y sont mentionnés.

Le présent Protocole, dont les textes en langues anglaise, chinoise, espagnole, française et russe font également foi, sera déposé auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, qui en transmettra des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires ou adhérents.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole au nom de leur gouvernement à la date figurant en regard de leur signature.

Fait à Londres, le 1^{er} décembre 1956.

**Annexe au Protocole Portant Amendement
de l'Accord International sur le sucre, ouvert à la signature
à Londres le 1^{er} octobre 1953**

A l'article 2, paragraphe 3, la phrase ci-après *est ajoutée* à la suite de la première phrase du paragraphe:

Le sucre destiné à des usages autres que la consommation humaine pour l'alimentation est exclu, dans la mesure et aux conditions que le Conseil peut fixer.

A l'article 7, paragraphe 1, alinéa (i), les mots «le maximum établi à l'article 20» *sont remplacés* par les mots «le prix le plus élevé mentionné au paragraphe 3 de l'article 21».

A l'article 8, paragraphe 1, le texte ci-après *est ajouté* à la fin du paragraphe:

Sous réserve de la tolérance que peut avoir été fixée par le Conseil, si les exportations totales nettes d'un pays exportateur au cours d'une année contingentaie dépassent le contingent effectif d'exportation de ce pays à la fin de ladite année, l'excédent est imputé sur le contingent effectif d'exportation de ce pays pour l'année suivante.

L'article 8, paragraphe 2, est ainsi libellé:

Si, en raison de circonstances exceptionnelles, le Conseil l'estime nécessaire, il peut limiter la fraction de leurs contingents que peuvent exporter au cours d'une période quelconque d'une année contingentaie les pays exportateurs participants dont le tonnage de base d'exportation dépasse 75 000 tonnes, étant entendu qu'une telle limitation n'empêche pas les pays exportateurs participants d'exporter, au cours des huit premiers mois d'une année contingentaie, 80 pour cent de leur contingent initial d'exportation et qu'en outre le Conseil peut à tout moment modifier ou supprimer toute limitation qu'il aurait ainsi imposée.

L'article 11 est ainsi libellé:

Le Gouvernement de chaque pays exportateur participant s'engage à indiquer au Conseil aussitôt que possible, et au plus tard le 30 septembre, s'il prévoit ou non que la totalité du contingent effectif d'exportation de son pays sera utilisée et, dans la négative, quelle est la fraction de ce contingent qui, selon ses prévisions, ne sera pas utilisée; au reçu de cet avis, le Conseil prend les mesures définies à alinéa (i) du paragraphe 1 de l'article 19.

L'article 12 est ainsi libellé:

Si les exportations réelles nettes sur le marché libre d'un pays exportateur participant au cours d'une année contingentaie sont inférieures au contingent effectif d'exportation de ce pays à la date de la notification faite par son Gouvernement conformément à l'article 11, diminué, s'il y a lieu, de la fraction de ce contingent que ledit Gouvernement a, conformément à l'article 11, indiqué qu'il prévoit ne pas devoir être utilisée, et diminué également de toute réduction nette du contingent effectif d'exportation de ce pays opérée ultérieurement par le Conseil en vertu de l'article 21, la différence est déduite du contingent effec-

tif d'exportation de ce pays pour l'année contingentaie suivante dans la mesure où cette différence dépasse 10 000 tonnes ou 5 pour cent du tonnage de base d'exportation de ce pays si ce pourcentage représente une quantité plus élevée. Le Conseil peut cependant modifier la quantité qui doit être ainsi déduite si, à la suite des explications fournies par le pays exportateur participant intéressé, il acquiert la conviction que les exportations nettes de ce dernier se sont trouvées inférieures pour cause de force majeure.

A l'article 13, paragraphe 5, les mots «de l'article 22» *sont remplacés* par les mots «de l'article 21».

A l'article 14, paragraphe 1, les mots «Pour chacune des» *sont remplacés* par les mots «(i) Pour les trois premières», et le texte suivant *est ajouté* à la fin du paragraphe:

(ii) Pour les deux dernières années contingentaires au cours desquelles le présent Accord est en vigueur, il est alloué aux pays ou territoires exportateurs énumérés ci-dessous les tonnages de base d'exportation suivants pour le marché libre:

	En milliers de tonnes
Allemagne Orientale	150
Belgique (y compris le Congo Belge) (a)	55
Brésil	175
Chine (Taiwan)	655
Colombie	5
Cuba	2 415
France (b)	20
Haïti	45
Hongrie	40
Inde	25
Indonésie	350
Mexique	75
Royaume des Pays-Bas	40
Pérou	457
Philippines	25
Pologne	220
République Dominicaine	655
Tchécoslovaquie	275
U. R. S. S.	200
Yougoslavie	20

(a) Porté à 50 000 tonnes en 1957.

(b) L'allocation à la France de ce tonnage de base d'exportation conserve à ce pays les mêmes possibilités de vente sur le marché libre que le texte de l'Accord ouvert à la signature de 1^{er} octobre 1953; considérant en outre que le paragraphe 3 de l'article 14 est abrogé, il est reconnu que, conformément à la décision du Conseil en date du 1^{er} décembre 1955, la France peut exporter sur le marché libre une quantité de sucre ne dépassant pas 70 000 tonnes que n'est pas imputable sur son contingent net d'exportation.

A l'article 14, paragraphe 2, les mots «de la Hongrie» *sont ajoutés* avant les mots «République Tchécoslovaque».

Le paragraphe 3 de l'article 14 est abrogé.

A l'article 14, paragraphe 4, les mots «Costa Rica, l'Equateur et le Nicaragua» *sont remplacés* par les mots «Costa Rica, l'Equateur, le Nicaragua et le Panama».

Le paragraphe 6 de l'article 14 est abrogé, et à la suite du paragraphe 5 le texte suivant *est ajouté*:

6-bis. Le Portugal, à qui aucun tonnage de base d'exportation n'est attribué aux termes de l'article 14, paragraphe 1, peut exporter vers ses marchés traditionnels de la Fédération de Rhodésie

et du Nyassaland une quantité maximum de 20 000 tonnes (exprimée en sucre brut) par année contingentaire, et il a le statut d'un pays exportateur.

A-bis. Réserve spéciale

6-ter. Une réserve spéciale est établie pour les années contingentaires 1957 et 1958, et elle est répartie comme suit:

	En milliers de tonnes
Chine (Taiwan)	95
Inde	25
Indonésie	(a) 50
Philippines	20

(a) En 1958 seulement.

Bien que ces attributions ne constituent pas des tonnages de base d'exportation, elles sont soumises aux dispositions de l'Accord autres que celles de l'article 19, comme si elles constituaient des tonnages de base d'exportation.

A l'article 14, paragraphe 7, alinéa (c), les mots «la quatrième et la cinquième» sont ajoutés après les mots «la troisième».

A l'article 14, paragraphe 8, alinéa (ii), les mots «de l'article 22» sont remplacés par les mots «de l'article 21»; les mots «de l'article 12 et du paragraphe 3 de l'article 21» sont remplacés par les mots «des articles 12 et 21».

A l'article 15, les mots «et les pays dont la France assure la représentation internationale» sont supprimés, ainsi que les mots «(y compris la Guyane hollandaise)».

A l'article 16, paragraphe 1, alinéa (ii), les mots «l'année civile 1956» sont remplacés par les mots «les années civiles 1956 et 1957» et les mots «par an» sont ajoutés à la fin de l'alinéa. Le texte suivant est ajouté à la suite de l'alinéa (ii):

(iii) pour l'année civile 1958 — 2 540 835 tonnes (2 500 000 tonnes longues anglaises) de sucre tel quel.

A l'article 18, paragraphe 2, la deuxième phrase est ainsi libellée:

Après avoir examiné cette estimation ainsi que tous les autres facteurs qui affectent l'offre et la demande de sucre sur le marché libre, le Conseil attribue immédiatement pour ladite année un contingent initial d'exportation sur le marché libre à chacun des pays exportateurs énumérés au paragraphe 1 de l'article 14, proportionnellement à leurs tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14 B, des sanctions qui peuvent être appliquées conformément aux dispositions de l'article 12 et des réductions qui peuvent être faites en vertu du paragraphe 8 de l'article 21.

Toutefois si, au moment de la fixation des contingents initiaux d'exportation, le prix pratiqué n'est pas inférieur à 3,15 cents, le total des contingents initiaux d'exportation ne sera pas inférieur à 90 pour cent des tonnages de base d'exportation, à moins que le Conseil n'en décide autrement par un vote spécial, la répartition entre les pays exportateurs étant faite de la manière prévue au présent paragraphe.

Le paragraphe 3 de l'article 18 est abrogé.

L'article 20 est ainsi libellé:

1. Aux fins du présent Accord, toute référence au prix du sucre est considéré comme se rapportant au prix du disponible, en monnaie des Etats-Unis, par livre avoir-du-poids, f. a. s. port cubain, tel qu'il est fixé par la Bourse du café et du sucre de New York, pour le contrat n° 4, ou tout autre prix qui peut être fixé conformément au paragraphe 2 du présent article; lorsqu'il est fait mention qu'un prix pratiqué doit être au-dessus ou au-dessous d'un chiffre déterminé, cette condition est considérée comme remplie si le prix moyen pendant une période de 17 jours de bourse consécutifs a été supérieur ou inférieur à ce chiffre, selon le cas, sous réserve que le prix du disponible pratiqué le premier jour de ladite période, et pendant douze jours au moins au cours de cette période, ait été également supérieur ou inférieur, selon le cas, au chiffre déterminé.

2. S'il ne peut disposer du prix visé au paragraphe 1 du présent article pour une période essentielle, le Conseil choisit tout autre critère qu'il juge bon.

3. Les prix fixés dans les articles 18 et 21 peuvent être modifiés par le Conseil, par un vote spécial.

L'article 21 est ainsi libellé:

1. Le Conseil a la faculté d'augmenter ou de réduire les contingents pour tenir compte des conditions du marché, sous les réserves suivantes:

(i) lorsque le prix pratiqué est compris entre 3,25 cents et 3,45 cents, il n'est pas opéré d'augmentation qui ait pour effet de porter les contingents à un niveau supérieur au total des tonnages de base d'exportation augmenté de 5 pour cent, ou des contingents initiaux d'exportation, si ce dernier est plus élevé, ni de réduction qui ait pour effet de ramener les contingents à un niveau inférieur au total des contingents initiaux d'exportation diminué de 5 pour cent, ou des tonnages de base d'exportation diminué de 10 pour cent, si ce dernier est plus élevé;

(ii) lorsque le prix pratiqué dépasse 3,45 cents, les contingents effectifs ne doivent pas être inférieurs aux contingents initiaux d'exportation, ou aux tonnages de base d'exportation, si ceux-ci sont plus élevés;

(iii) si le prix pratiqué tombe au-dessous de 3,25 cents, les contingents effectifs d'exportation sont immédiatement réduits de 2 1/2 pour cent et le Conseil se réunit dans les sept jours pour décider s'il y a lieu d'opérer une nouvelle réduction; si le Conseil ne peut se mettre d'accord à cette réunion, la réduction est portée à 5 pour cent. Toutefois, il ne sera pas effectué de réduction qui ait pour effet de ramener les contingents à un niveau inférieur à 90 pour cent du tonnage de base d'exportation, à moins que le prix pratiqué ne descende au-dessous de 3,15 cents, auquel cas une nouvelle réduction peut être effectuée dans les limites fixées à l'article 23, et

(iv) si le prix pratiqué s'est élevé au-dessus de 3,25 cents et si les contingents effectifs d'exportation ont été ramenés à un niveau inférieur à 90 pour cent du tonnage de base d'exportation, les contingents effectifs d'exportation sont immédiatement augmentés de 2 1/2 pour cent et le Conseil se réunit dans les sept jours pour décider s'il y a lieu d'opérer une nouvelle augmentation; si le Conseil ne peut se mettre d'accord à cette réunion,

le pourcentage de l'augmentation est porté à 5 pour cent ou au pourcentage moins élevé qui suffit à rétablir les contingents à 90 pour cent du tonnage de base d'exportation.

2. Dans l'examen des modifications à apporter aux contingents en application du présent article, le Conseil prend en considération tous les facteurs qui influent sur l'offre et sur la demande de sucre sur le marché libre.

3. Si le prix pratiqué dépasse 4,00 cents, tous les contingents et toutes les restrictions à l'exportation prévus par l'un quelconque des articles du présent Accord cessent temporairement d'être applicables, étant entendu que si, par la suite, le prix pratiqué vient à tomber au-dessous de 3,90 cents, les contingents et restrictions à l'exportation antérieurement applicables sont rétablis, sous réserve du droit qui appartient au Conseil de modifier les contingents dans les conditions prévues au paragraphe 1 du présent article.

4. Si le Conseil a la conviction qu'on se trouve devant une situation nouvelle de nature à compromettre la réalisation des objectifs généraux de l'Accord, il peut, par un vote spécial, suspendre temporairement, pour la période de temps qu'il juge nécessaire, les restrictions imposées par les paragraphes précédents du présent article à sa faculté d'augmenter les contingents; pendant la durée de cette suspension, le Conseil a toute latitude d'augmenter les contingents comme il l'estime nécessaire et d'annuler ces augmentations lorsque leur maintien ne s'impose plus.

5. Toutes les modifications apportées aux contingents en application du présent article sont faites en proportion des tonnages de base d'exportation, sous réserve des dispositions de l'article 14 B; toute mention de pourcentage de contingents s'entend de pourcentages des tonnages de base d'exportation.

6. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, toute réduction apportée au contingent d'exportation d'un pays en application de l'alinéa (i) du paragraphe 1 de l'article 19 sera considérée comme faisant partie des réductions opérées en application du paragraphe premier du présent article au cours de la même année contingentaire.

7. Le secrétaire du Conseil notifie aux gouvernements participants toute modification apportée aux contingents effectifs d'exportation en application du présent article.

8. Si l'une des réductions prévues aux paragraphes précédents du présent article ne peut être entièrement appliquée au contingent effectif d'exportation d'un pays exportateur, du fait qu'au moment de cette réduction ce pays a déjà exporté, en totalité ou en partie, la quantité représentant cette réduction, la réduction qui n'a pas pu être ainsi imputée est déduite du contingent effectif d'exportation de ce pays pour l'année contingentaire suivante.

L'article 22 est abrogé.

L'article 33 est ainsi libellé:

Les délégations des pays importateurs au Conseil disposent du nombre suivant de voix:

Cambodge	15
Canada	95
Ceylan	35
Espagne	20

Etats-Unis d'Amérique	245
Honduras	15
Israël	20
Japon	165
Liban	20
Nouvelle-Zélande	30
République fédérale d'Allemagne	60
Royaume-Uni	245
Tunisie	20
Vietnam	15
<i>Total</i>	<u>1 000</u>

L'article 34 est ainsi libellé:

Les délégations des pays exportateurs au Conseil disposent du nombre suivant de voix:

Australie	45
Belgique	20
Chine	70
Cuba	245
Equateur	15
France	35
Haiti	20
Hongrie	20
Inde	35
Indonésie	45
Mexique	25
Nicaragua	15
Panama	15
Royaume des Pays-Bas	20
Pérou	45
Philippines	25
Pologne	40
Portugal	15
République Dominicaine	70
Roumanie	15
Tchécoslovaquie	45
Union Sud-Africaine	20
Union des Républiques socialistes soviétiques	100
<i>Total</i>	<u>1 000</u>

L'article 35 est ainsi libellé:

Chaque fois qu'intervient un changement dans la participation au présent Accord ou qu'un pays est suspendu de son droit de vote ou est rétabli dans ce droit en vertu d'une disposition du présent Accord, le Conseil redistribue les voix au sein de chaque groupe (pays importateurs et pays exportateurs), proportionnellement au nombre de voix détenues par chaque membre du groupe, sous réserve qu'aucun pays ne dispose de moins de 15 voix ni de plus de 245 voix, et qu'il n'y ait pas de fraction de voix, et sous réserve également que le nombre de voix des pays disposent de 245 voix aux termes de l'article 33 ou de l'article 34 ne soit pas réduit, eu égard au nombre important de voix auquel chacun de ces pays a renoncé en acceptant le nombre de voix qui lui est attribué par les articles 33 et 34.

A l'article 36, paragraphe 3, les mots «aux articles 21 et 22» sont remplacés par les mots «à l'article 21».

Le paragraphe 2 de l'article 41 est abrogé.

Les paragraphes 3 et 4 de l'article 41 sont ainsi libellés:

3. Le présent Accord sera ouvert à l'adhésion de tout Gouvernement mentionné à l'article 33 ou

à l'article 34 du présent Accord; l'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, sous réserve que, si un Gouvernement désire adhérer à l'Accord à des conditions autres que celles qui y sont prévues, il demandera au préalable l'approbation de ces conditions par le Conseil, qui, s'il les approuve, les transmettra aux Gouvernements participants sous forme de recommandations.

4. Le Conseil peut approuver l'adhésion au présent Accord de tout Gouvernement invité à la Conférence des Nations Unies sur le sucre de 1956, et non mentionné aux articles 33 ou 34 du présent Accord, sous réserve que les conditions de ladite adhésion soient préalablement fixées d'un commun accord entre le Conseil et le Gouvernement intéressé et transmises aux Gouvernements participants sous forme de recommandations.

A l'article 44, paragraphe 1, la première phrase est ainsi libellée:

1. Si un Gouvernement participant s'estime gravement lésé dans ses intérêts, soit du fait qu'un Gouvernement signataire ne ratifie pas ou n'accepte pas le présent Accord ou le Protocole amendant le présent Accord, ouvert à la signature à Londres le 1^{er} décembre 1956, ou n'adhère pas au présent Accord amendé par ledit Protocole, soit en raison des conditions ou réserves mises à une signature, à une ratification, à une acceptation ou à une adhésion, il le notifie au Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Pour l'Australie:

E. J. Harrison.

14/12/56.

Pour le Royaume de Belgique:

Marquis du Parc Locmaria.

December 13th, 1956.

Pour le Canada:

Sydney D. Pierce.

15 Dec., 1956.

Pour la Chine:

The Government of the Republic of China is the only legitimate Government of China. In signing this Protocol, I declare, in the name of my Government, that any statements or reservations made thereto, which are incompatible with or derogatory to the legitimate position of the Government of the Republic of China, are illegal, and, therefore, null and void.

Tchen Hiong-Fel.

Pour Cuba:

Roberto G. de Mendoza.

December 13th, 1956.

Pour la Tchécoslovaquie:

Dr. Jiri Hájek.

Dec. 14th, 1956.

Signed with following reservation:

The signing of this supplementary Protocol, mentioning in the revised version of Articles 14 China (Taiwan) and 34 China, in no way signifies recognition of the Kuomintang authorities power over the territory of Taiwan neither recognition of the so-called «Nationalist Chinese Government» as a legal and competent Government of China.

Dr. Jiri Hájek.

14th December, 1956.

In the name of the Czechoslovak Republic I have the honour to state in connection with the signature to the supplementary Protocol to the International Sugar Agreement of 1955 that the expression «Germany, Eastern» do designate the German Democratic Republic in the corrected version of Article 14 of this supplementary protocol is not correct.

The German Democratic Republic was set up on October 7th, 1949, on the basis of the Constitution which was approved by the Third German Government Congress on May 30th, 1949. By means of a series of acts undertaken by the Soviet Union the German Democratic Republic acquired full legal international sovereignty. The German Democratic Republic equally acquired international recognition by the conclusion of diplomatic, economic and trading relations with many countries. The official title of this sovereign state is as is to be seen in, for example, Article 2 of the above-mentioned Convention, the German Democratic Republic, and hence this is the only correct title to be used in international legal documents.

Jiri Hájek, Ambassador.

Pour la République Dominicaine:

Don L. F. Thomén.

Diciembre, 14, de 1956.

Pour la France:

J. Chauvel.

Le 13 décembre 1956.

Hans von Herwarth.

Dr. Karl Müller.

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

14/12/56.

Pour la Grèce:

N. D. Pierracos.

14th Dec. 1956.

Pour Haïti:

Joseph L. Dejean.

12 December, 1956.

Pour la République Populaire de Hongrie:

Pour le Japon:

H. Nishi.

December 11, 1956.

Pour le Liban:

Emile Mattar.

December 14th 1956.

Pour le Mexique:

G. Luders de Negri.

14th December, 1956.

Pour le Royaume des Pays-Bas:

A. H. Hasselman.

14th December, 1956.

Pour le Nicaragua:

Ruben Darío.

14th December, 1956.

Pour la République des Philippines:

Pour la République Populaire de Pologne:

E. Milnikiel, Ambassador.

13/12/56.

Pour le Portugal:

João de Lucena.

14th December, 1956.

Pour l'Union Sud-Africaine:

W. A. Horrocks.

12th December, 1956.

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Smirnov.

15th December, 1956.

Translation

The signature in the name of the Union of Soviet Socialist Republics of the present supplementary Protocol, referring in Article 14 to China (Taiwan) and in Article 34 to China, does not in the least denote recognition of Kuomintang authority over the territory of Taiwan and equally not recognition of the so-called «Nationalist Government of China» as the lawful and competent Government of China.

Smirnov.

15th December, 1956.

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

At the time of signing the present Protocol I declare that since the Government of the United Kingdom do not recognise the Nationalist Chinese authorities as the competent Government of China they cannot regard signature of the Protocol by a Nationalist Chinese representative as a valid signature on behalf of China.

E. A. Hitchman.

13 December, 1956.

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, de 1956

Protocolo que modifica o Acordo Internacional sobre o Açúcar, aberto à assinatura em Londres em 1 de Outubro de 1953

As Partes do presente Protocolo, levando em linha de conta a resolução n.º 3, aprovada na Nona Sessão Plenária da Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, de 1956, pela qual as Partes do Acordo Internacional sobre o Açúcar, aberto à assinatura em Londres em 1 de Outubro de 1953 (a seguir designado «Acordo Principal»), decidiram por unanimidade que é conveniente modificar o dito Acordo por meio de um Protocolo de Emenda e, desejando introduzir no Acordo, por meio deste Protocolo, certas modificações formuladas pela Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, de 1956, acordaram no que segue:

ARTIGO 1.º

1. As Partes do presente Protocolo comprometem-se, de acordo com as disposições do presente Protocolo, a atribuir pleno valor jurídico às modificações do Acordo Principal, tais como estas figuram no Anexo ao presente Protocolo, a pô-las em vigor e assegurar a sua aplicação.

2. As emendas constantes no Anexo ao presente Protocolo vigorarão a partir da data em que este Protocolo vigorar e qualquer Estado que se torne Parte do Acordo Principal, depois de terem entrado em vigor as ditas modificações, tornar-se-á Parte do Acordo Principal assim emendado.

ARTIGO 2.º

Tão cedo quanto possível, logo que o presente Protocolo fique facultado às assinaturas, o Secretário-Geral das Nações Unidas deverá preparar o texto do Acordo Principal, incorporando nele as modificações reproduzidas no Anexo ao presente Protocolo, e enviará, a título de informação, cópias certificadas aos Governos de todas as Partes do Acordo Principal e a todos os outros Estados convidados para a Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, de 1956.

ARTIGO 3.º

1. O presente Protocolo será facultado à assinatura das Partes do Acordo Principal em Londres, de 1 a 15 de Dezembro de 1956, inclusive.

2. O presente Protocolo será apresentado para ratificação ou aceitação aos Governos signatários conforme as respectivas normas constitucionais destes e os instrumentos de ratificação ou de aceitação serão depositados à guarda do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

3. Ao presente Protocolo poderá aderir qualquer Parte do Acordo Principal que não o tenha assinado. A adesão efectuar-se-á depositando um instrumento de adesão à guarda do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

4. Segundo as disposições do artigo 41 do Acordo Principal emendado, os Governos dos Estados que não são Partes do Acordo Principal, mas que tenham sido convidados para a Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar, de 1956, poderão aderir ao Acordo Principal modificado nos termos do presente Protocolo.

ARTIGO 4.º

1. O presente Protocolo entrará em vigor no dia 1 de Janeiro de 1957, se até essa data tiverem ficado depositados os instrumentos de ratificação ou de aceitação do Protocolo, ou de adesão ao mesmo, e os instrumentos de adesão ao Acordo Principal modificado pelas disposições do presente Protocolo dos Governos que detenham 60 por cento dos votos dos Países importadores e 75 por cento dos votos dos Países exportadores, segundo a atribuição de votos fixada no Anexo ao presente Protocolo, ou durante os seis meses seguintes, na data em que tenham sido atingidas aquelas percentagens. Em qualquer caso, para os fins do presente parágrafo, será considerada como equivalente a uma ratificação, aceitação ou adesão, uma notificação recebida até ao dia 1 de Janeiro de 1957 pelo Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, enviada por uma das Partes do Acordo Principal ou de um dos Governos mencionados no parágrafo 4 do artigo 3, que não tenha podido, até essa data, ratificar o Protocolo, aceitá-lo ou aderir ao mesmo, ou ainda aderir ao Acordo Principal modificado pelo presente Protocolo, obrigando-se por meio dessa notificação a esforçar-se por obter, tão rapidamente quanto permitam as normas constitucionais dessa Parte do Acordo Principal ou desse Governo, o mais tardar até o dia 1 de Julho de 1957, seja:

- a) A ratificação ou aceitação do presente Protocolo ou a adesão ao mesmo; ou seja
- b) A adesão ao Acordo Principal modificado segundo as disposições do presente Protocolo.

2. Em todo o caso vigoram a partir de 1 de Janeiro de 1957 as obrigações relativas aos contingentes de 1957 e que derivam do presente Protocolo e do Acordo Principal modificado por aquele e que incumbem aos Governos que até 1 de Julho de 1957 tenham ratificado, aceite ou aderido a este Protocolo ou ao Acordo Principal modificado por este Protocolo.

3. Se em 1 de Julho de 1957 a percentagem de votos dos Países importadores ou dos Países exportadores cujos Governos tenham ratificado ou aceite o presente Protocolo ou a ele tenham aderido e aqueles cujos Governos tenham aderido ao Acordo Principal modificado por este Protocolo for menor do que a percentagem necessária para este Protocolo entrar em vigor, conforme o parágrafo 1, os Governos que tenham ratificado, aceite ou aderido poderão acordar entre si em pôr em vigor o Acordo Principal modificado por este Protocolo.

4. O Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte notificará a todas as Partes do Acordo Principal e a todos os outros Estados representados por Delegados ou Observadores na Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar de 1956 de cada assinatura e de cada depósito de instrumento mencionado no artigo 3.º do presente Protocolo.

ARTIGO 5.º

Se em 1 de Julho de 1957 qualquer Governo que tenha notificado o seu compromisso de procurar obter a adesão ao Acordo Principal modificado pelo presente Protocolo não tiver depositado um instrumento de ade-

são, o Conselho Internacional do Açúcar, mencionado no artigo 27 do Acordo Principal, determinará, depois de consultar esse Governo, a situação jurídica que esse Governo adquire em relação ao Acordo Principal assim modificado e as condições implícitas da mesma situação.

ARTIGO 6.º

Se:

- a) Depois de terem entrado em vigor as modificações constantes no Anexo ao presente Protocolo uma das Partes do Acordo Principal não tiver ratificado ou aceite o presente Protocolo, ou a ele não tiver aderido, ou não tiver notificado o seu compromisso de procurar obter a ratificação, ou a aceitação, ou a adesão; ou se
- b) Em 1 de Julho de 1957 uma das Partes do Acordo Principal não tiver ratificado ou aceite o presente Protocolo ou a ele não tiver aderido,

o Conselho Internacional do Açúcar consultará esse Governo para resolver os problemas resultantes da situação decorrente.

ARTIGO 7.º

Qualquer Governo pode, na ocasião da assinatura de ratificação, ou da aceitação do presente Protocolo, ou da adesão ao mesmo, ou da adesão ao Acordo Principal modificado pelo presente Protocolo, ou em qualquer ocasião posterior declarar, por notificação, ao Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte que o presente Protocolo ou o Acordo Principal modificado pelo presente Protocolo abrangerá todos ou parte dos territórios cuja representação internacional está a seu cargo e o presente Protocolo ou o Acordo Principal modificado pelo presente Protocolo, conforme o caso, será aplicável, desde a recepção daquela notificação, a todos os territórios nela mencionados.

O presente Protocolo, cujos textos em línguas inglesa, chinesa, espanhola, francesa e russa, fazem igualmente fé, será depositado à guarda do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte, que transmitirá cópias certificadas do mesmo a cada um dos Governos signatários ou aderentes.

Em testemunho do que os abaixo assinados, devidamente autorizados para este fim, assinaram o presente Protocolo em nome dos seus respectivos Governos, nas datas indicadas ao lado das respectivas assinaturas.

Feito em Londres em 1 de Dezembro de 1956.

Anexo ao Protocolo que modifica o Acordo Internacional do Açúcar, aberto à assinatura em Londres em 1 de Outubro de 1953

No artigo 2.º parágrafo 3, a frase seguinte *será acrescentada* depois da primeira frase do parágrafo:

O açúcar destinado a utilizações diferentes do consumo humano como alimento será excluído na medida e nas condições que o Conselho poderá determinar.

No artigo 7.º, parágrafo 1, subparágrafo (i), as palavras «o máximo estabelecido no artigo 20.º» serão substituídas pelas palavras «o preço mais elevado mencionado no artigo 21.º, parágrafo 3».

Ao artigo 8.º, parágrafo 1, o texto seguinte será acrescentado ao fim do parágrafo:

Sob reserva da tolerância que possa ter sido fixada pelo Conselho, se as exportações líquidas totais de um país exportador, no decurso de um ano contingentário, ultrapassarem o contingente efectivo de exportação desse país no fim desse ano, o excedente será abatido ao contingente efectivo de exportação desse país para o ano seguinte.

O artigo 8.º, parágrafo 2, terá a seguinte redacção:

O Conselho, se, devido a circunstâncias excepcionais, considerar necessário, pode limitar a proporção dos contingentes que podem ser exportados no decurso de qualquer período de um ano contingentário pelos países exportadores participantes cuja tonelagem básica de exportação ultrapasse 75 000 t, ficando entendido que essa limitação não impedirá os países exportadores participantes de exportar, durante os primeiros oito meses de qualquer ano contingentário, 80 por cento do seu contingente inicial de exportação. Também fica entendido que o Conselho pode, em qualquer ocasião, modificar ou suprimir qualquer limitação que ele assim tenha imposto.

O artigo 11.º terá a seguinte redacção:

Os Governos dos países exportadores participantes comprometem-se a notificar o Conselho logo que possível, e o mais tardar até 30 de Setembro, se esperam ou não utilizar a totalidade do contingente efectivo de exportação dos seus países, e, no caso negativo, qual é a fracção desse contingente que, segundo as suas previsões, não será utilizada; contra a recepção dessa notificação o Conselho tomará as medidas definidas no artigo 19.º, parágrafo 1, (i).

O artigo 12.º terá a seguinte redacção:

Se as exportações líquidas reais para o mercado livre de qualquer país exportador participante, no decurso de um ano contingentário, foram inferiores ao contingente efectivo de exportação desse país, na data da notificação, feita pelo seu Governo segundo o estabelecido no artigo 11.º, diminuído, se tal for o caso, da fracção desse contingente que o dito Governo indicou que previa não dever ser utilizado, segundo o estabelecido no artigo 11.º, e diminuído igualmente em virtude de qualquer redução líquida do contingente efectivo de exportação desse país, indicada anteriormente pelo Conselho, em virtude do disposto no artigo 21.º, a diferença será deduzida no contingente efectivo de exportação desse país, para o ano contingentário seguinte, desde que essa diferença seja superior a 10 000 t ou no caso de esta percentagem representar uma quantidade mais elevada a 5 por cento da tonelagem básica de exportação desse país. O Conselho pode, no entanto, modificar a quantidade que deve assim ser deduzida, se, em virtude das explicações fornecidas pelo país exportador participante interessado, o Conselho chegar à conclusão de que as exportações líquidas desse país foram inferiores por motivo de força maior.

No artigo 13.º, parágrafo 5, as palavras «do artigo 22.º» serão substituídas pelas palavras «do artigo 21.º».

No artigo 14.º, parágrafo 1, as palavras «para cada um dos» serão substituídas pelas palavras «(i) para as três primeiras»; e o texto seguinte será acrescentado no fim do parágrafo:

(ii) Durante os dois últimos anos contingentários, no decurso dos quais o presente Acordo estiver em vigor, aos países ou territórios exportadores, mencionados abaixo, serão concedidas as seguintes tonelagens de exportação básica para o mercado livre:

	Milhares de toneladas
Alemanha Oriental	150
Bélgica (incluindo o Congo Belga) (a)	55
Brasil	175
Checoslováquia	275
China (Taiwan)	655
Colômbia	5
Cuba	2 415
Filipinas	25
França (b)	20
Haiti	45
Holanda	40
Hungria	40
Índia	25
Indonésia	350
Jugoslávia	20
México	75
Peru	457
Polónia	220
República Dominicana	655
U. R. S. S.	200

(a) 50 000 t para 1957.

(b) A atribuição à França desta tonelagem básica de exportação conserva a este país as mesmas possibilidades de venda no mercado livre que o texto do Acordo aberto à assinatura em 1 de Outubro de 1953; considerando, além disso, que o parágrafo 3 do artigo 14.º foi suprimido, reconhece-se que a França, conforme a decisão do Conselho de 1 de Dezembro de 1955, poderá exportar para o mercado livre uma quantidade que não exceda 70 000 t de açúcar, que não será deduzida ao seu contingente líquido de exportação.

No artigo 14.º, parágrafo 2, as palavras «da Hungria» serão acrescentadas depois das palavras «República da Checoslováquia».

O parágrafo 3 do artigo 14.º será suprimido.

No artigo 14.º, parágrafo 4, as palavras «Costa Rica, Equador e Nicarágua» serão substituídas pelas palavras «Costa Rica, Equador, Nicarágua e Panamá».

O parágrafo 6 do artigo 14.º será suprimido e a seguir ao parágrafo 5 acrescentar-se-á o seguinte texto:

6-bis. Portugal, ao qual não foi atribuída nenhuma tonelada básica de exportação nos termos do artigo 14.º, parágrafo 1, poderá exportar para os seus mercados tradicionais da Federação da Rodésia e da Niassalândia, uma quantidade máxima de 20 000 t de açúcar em rama durante cada ano contingentário, e assume a posição de país exportador.

A-bis. Reserva especial

6-ter. Estabelece-se uma reserva especial para os anos contingentários de 1957 e 1958, distribuída da seguinte maneira:

	Milhares de toneladas
China (Taiwan)	95
Filipinas	20
Índia	25
Indonésia (a)	50

(a) Só em 1958.

Embora estas atribuições não sejam de tonelagem básica de exportação, as provisões do Acordo, excepto as do artigo 19.º, serão aplicáveis como se constituíssem tonelagem básica de exportação.

No artigo 14.º, parágrafo 7, alínea (c), as palavras «a quarta e a quinta» serão acrescentadas às palavras «a terceira».

No artigo 14.º, parágrafo 8, alínea (ii), as palavras «do artigo 22.º» serão substituídas pelas palavras «do artigo 21.º»; e as palavras «do artigo 12.º e 21.º, parágrafo 3» serão substituídas pelas palavras «dos artigos 12.º e 21.º».

No artigo 15.º as palavras «e os países cuja representação internacional é assegurada pela França» são suprimidas, assim como as palavras «(Guiana Holandesa incluída)».

No artigo 16.º, parágrafo 1, alínea (ii), as palavras «ano civil de 1956» serão substituídas pelas palavras «anos civis de 1956 e 1957» e as palavras «por ano» serão acrescentadas ao fim da alínea.

O seguinte texto acrescentar-se-á à alínea (ii):

(iii) Para o ano civil de 1958 — 2 540 835 t (2 500 000 t longas inglesas) de açúcar *tel quel*.

No artigo 18.º, parágrafo 2, a segunda frase terá a seguinte redacção:

Depois de ter examinado esta estimativa, assim como todos os outros factores que afectem a oferta e a procura do açúcar no mercado livre, o Conselho atribui imediatamente, para o dito ano, um contingente inicial de exportação para o mercado livre a cada um dos países exportadores, enumerados no parágrafo 1 do artigo 14.º, proporcionalmente às suas toneladas básicas de exportação, sob reserva do disposto no artigo 14.º-B, das sanções que possam ser aplicadas, conforme o disposto no artigo 12.º e das reduções que possam ser feitas em virtude do parágrafo 8 do artigo 21.º No entanto, se no momento de fixação dos contingentes iniciais de exportação a cotação efectuada não for inferior a 3,15 cêntimos, o total dos contingentes iniciais de exportação não será inferior a 90 por cento das toneladas básicas de exportação, a não ser que o Conselho doutra maneira o decida por um voto especial, mantendo-se, porém, a distribuição entre os países exportadores pela maneira prevista no presente parágrafo.

O parágrafo 3 do artigo 18.º será suprimido.

O artigo 20.º terá a seguinte redacção:

1. Para os fins do presente Acordo, qualquer referência ao preço do açúcar será considerada como dizendo respeito ao preço do açúcar disponível, em moeda dos Estados Unidos, por libra *avoir-du-poids*, F. A. S. porto cubano, tal como é fixado pela Bolsa do Café e do Açúcar de Nova Iorque, para o contrato n.º 4 ou para qualquer outro preço que possa ser fixado conforme o estabelecido no parágrafo 2 do presente artigo; sempre que se indique que uma cotação efectuada deva ser superior ou inferior a uma importância determinada, considera-se essa condição como satisfeita, desde que o preço médio, durante um período de dezassete dias consecutivos de Bolsa, tenha sido superior ou inferior a essa importância, conforme o caso, sob reserva de que a cotação efectuada do açúcar disponível, praticado no primeiro dia do dito período, e durante, pelo menos doze dias dentro desse período, tenha sido igualmente superior

ou inferior, conforme o caso, à importância determinada.

2. O Conselho, no caso de não poder basear-se no preço tal como foi determinado no parágrafo 1 do presente artigo, escolherá qualquer outro critério que julgar conveniente.

3. Os preços fixados nos artigos 18.º e 21.º podem ser modificados pelo Conselho por meio de um voto especial.

O artigo 21.º terá a seguinte redacção:

1. O Conselho tem a faculdade de aumentar ou diminuir os contingentes levando em conta as condições do mercado, sob as seguintes reservas:

(i) Sempre que a cotação efectuada esteja compreendida entre 3,25 cêntimos e 3,45 cêntimos, não haverá aumento que eleve os contingentes a um nível superior ao total das toneladas básicas de exportação com um acréscimo de 5 por cento ou ao total dos contingentes iniciais de exportação, no caso de este ser mais elevado, nem redução que baixe os contingentes a um nível inferior ao total dos contingentes iniciais de exportação com uma redução de 5 por cento ou ao total das toneladas básicas de exportação com uma dedução de 10 por cento, no caso de este ser mais elevado;

(ii) Sempre que o preço efectuado ultrapasse 3,45 cêntimos, os contingentes efectivos não deverão ser inferiores aos contingentes iniciais de exportação, ou às toneladas básicas de exportação, no caso de estas serem mais elevadas;

(iii) Desde que o preço praticado desça a menos de 3,25 cêntimos, os contingentes efectivos de exportação serão imediatamente reduzidos de 2,5 por cento e o Conselho reunirá dentro de sete dias para decidir se há necessidade de efectivar nova redução; se nessa reunião não se chegar a acordo, a redução será levada a 5 por cento. Entretanto, não será posta em prática uma redução que leve os contingentes a um nível inferior a 90 por cento da tonelagem básica de exportação, a não ser que o preço praticado desça a menos de 3,15 cêntimos, caso em que se efectuará uma nova redução dos limites fixados pelo artigo 23.º, e

(iv) Desde que a cotação efectuada se tenha elevado acima de 3,25 cêntimos e desde que os contingentes efectivos de exportação tenham sido trazidos para um nível inferior a 90 por cento da tonelagem básica de exportação, os contingentes efectivos de exportação serão imediatamente aumentados de 2,5 por cento e o Conselho reunirá dentro de sete dias para decidir se há necessidade de efectivar novo aumento; se nessa reunião não se chegar a acordo, o aumento será levado a 5 por cento ou à percentagem menos elevada suficiente para estabelecer os contingentes em 90 por cento da tonelagem básica de exportação.

2. O Conselho, ao examinar as modificações a fazer nos contingentes para aplicar o presente artigo, tomará em linha de conta todos os factores que influem na oferta e na procura do açúcar no mercado livre.

3. Desde que a cotação efectuada ultrapasse 4,00 cêntimos, todos os contingentes e todas as restrições impostas à exportação, segundo qualquer dos artigos do presente Acordo, cessarão temporariamente, ficando entendido que, no caso em que a cotação efectuada venha a descer a menos de 3,90 cêntimos, os contingentes e as restrições impostas à exportação e aplicáveis anteriormente serão restabelecidas, sob reserva do direito que cabe ao

Conselho de modificar os contingentes nas condições previstas no parágrafo 1 do presente artigo.

4. Se o Conselho chegar à conclusão de que surgiu uma situação nova que possa comprometer a realização dos objectivos gerais do presente Acordo, pode, por meio de voto especial, suspender temporariamente, pelo espaço de tempo que julgue necessário, as restrições impostas pelos parágrafos precedentes do presente artigo à sua faculdade de aumentar os contingentes; enquanto durar essa suspensão o Conselho terá plenos poderes para aumentar os contingentes quanto julgue necessário e para anular esses aumentos logo que a manutenção dos mesmos se não imponha.

5. Todas as modificações dos contingentes pela aplicação do presente artigo serão proporcionais às toneladas básicas de exportação, sob reserva do disposto no artigo 14.º B; qualquer menção de percentagem de contingentes entender-se-á como percentagem de toneladas básicas de exportação.

6. Não obstante as disposições do parágrafo 1 do presente artigo, qualquer redução do contingente de exportação de um país pela aplicação da alínea (i) do parágrafo 1 do artigo 19.º será considerada como fazendo parte das reduções operadas por aplicação do parágrafo 1 do presente artigo, no decurso do mesmo ano contingentário.

7. O secretário do Conselho notificará aos Governos participantes qualquer modificação nos contingentes efectivos de exportação pela aplicação do presente artigo.

8. No caso de alguma das reduções previstas nos parágrafos precedentes do presente artigo não puder ser inteiramente aplicável ao contingente efectivo de exportação de um país exportador, em virtude de, no momento dessa redução, esse país ter já exportado, no total ou em parte, a quantidade que representa essa redução, a redução que por esse facto não pôde ser realizada, aplicar-se-á ao contingente efectivo de exportação desse país no ano contingentário seguinte.

O artigo 22.º será suprimido.

O artigo 33.º terá a seguinte redacção:

As delegações dos países importadores junto do Conselho disporão do seguinte número de votos:

Camboja	15
Canadá	95
Ceílão	35
Espanha	20
Estados Unidos da América	245
Honduras	15
Israel	20
Japão	165
Líbano	20
Nova Zelândia	30
Reino Unido	245
República Federal da Alemanha	60
Tunísia	20
Vietname	15

Total 1 000

O artigo 34.º terá a seguinte redacção:

As delegações dos países exportadores junto do Conselho disporão do seguinte número de votos:

Austrália	45
Bélgica	20
Checoslováquia	45

China	70
Cuba	245
Equador	15
Filipinas	25
França	35
Haiti	20
Holanda	20
Hungria	20
Índia	35
Indonésia	45
México	25
Nicarágua	15
Panamá	15
Peru	45
Polónia	40
Portugal	15
República Dominicana	70
Roménia	15
União Sul Africana	20
U. R. S. S.	100
<i>Total</i>	1 000

O artigo 35.º terá a seguinte redacção:

Sempre que se dê uma mudança na participação no presente acordo ou que tenha sido suspenso o direito de voto de um país, ou que esse direito tenha sido restabelecido a um país em virtude de uma disposição do presente Acordo, o Conselho redistribuirá os votos em cada um dos grupos (países importadores e países exportadores) proporcionalmente ao número de votos à disposição de cada membro do grupo, sob reserva de que nenhum país disponha de menos de 15 votos nem de mais de 245 votos e que não haja fracção de votos, e sob reserva, igualmente, de que o número de votos dos países que dispõem de 245 votos, nos termos do artigo 33.º ou do artigo 34.º, não seja reduzido, tendo em linha de conta o número importante de votos, ao qual cada um desses países renunciou, ao aceitar o número de votos que lhe foi atribuído pelos artigos 33.º e 34.º.

No artigo 36.º, parágrafo 3, as palavras «aos artigos 21.º e 22.º» serão substituídas pelas palavras «ao artigo 21.º».

O parágrafo 2 do artigo 41.º será suprimido.

Os parágrafos 3 e 4 do artigo 41.º terão a seguinte redacção:

3. O presente Acordo ficará facultado à adesão de qualquer Governo mencionado no artigo 33.º ou no artigo 34.º do presente Acordo; a adesão far-se-á depositando um instrumento de adesão à guarda do Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte, sob reserva de que, se um Governo desejar aderir ao Acordo em condições diferentes das que nele são previstas, solicitará previamente ao Conselho a aprovação dessas condições e este, no caso de as aprovar, transmiti-las-á aos Governos participantes sob a forma de recomendações.

4. O Conselho pode aprovar a adesão ao presente Acordo de qualquer Governo que tenha sido convidado para a Conferência das Nações Unidas sobre o Açúcar de 1956, mas que não esteja mencionado nos artigos 33.º ou 34.º do presente Acordo, sob reserva de que as condições dessa adesão sejam previamente fixadas de comum acordo entre o Conselho e o Governo interessado e transmitidas aos Governos participantes sob a forma de recomendações.

No artigo 44.º, parágrafo 1, a primeira fase terá a seguinte redacção:

1. Se um Governo participante se considerar gravemente lesado nos seus interesses, seja devido ao facto de um Governo signatário não ratificar ou não aceitar o presente Acordo ou o Protocolo que modifica o presente Acordo, aberto à assinatura em Londres em 1 de Dezembro de 1956, ou não adira ao presente Acordo modificado pelo dito Protocolo, seja por causa de condições ou reservas postas a uma assinatura, a uma ratificação, a uma aceitação ou a uma adesão, esse Governo notificará o Governo do Reino Unido da Grã-Bretanha e Irlanda do Norte.

Pela Austrália:

E. J. Harrison.

14 de Dezembro de 1956.

Pela Bélgica:

Marquis du Parc Locmaria.

13 de Dezembro de 1956.

Pelo Canadá:

Sydney D. Pierce.

15 de Dezembro de 1956.

Pela China:

O Governo da República da China é o único Governo legítimo da China. Ao assinar este Protocolo, declaro, em nome do meu Governo, que todas as declarações ou reservas aqui feitas que sejam incompatíveis ou derogatórias da posição legítima do Governo da República da China são ilegais e, portanto, nulas e sem quaisquer efeitos.

Tchen Hiong-Fel.

14 de Dezembro de 1956.

Por Cuba:

Roberto G. de Mendoza.

13 de Dezembro de 1956.

Pela Checoslováquia:

Dr. Jiri Hájek.

14 de Dezembro de 1956.

Assinado com as seguintes reservas:

A assinatura deste Protocolo Adicional mencionado na versão revista dos artigos 14 China (Taiwan) e 34 China, de modo nenhum significa reconhecimento da autoridade do Kuomintang sobre o território de Taiwan nem reconhecimento do chamado «Governo Nacionalista Chinês» como legal e competente Governo da China.

Dr. Jiri Hájek.

14 de Dezembro de 1956.

Em nome da República Checoslovaca tenho a honra de declarar relativamente à assinatura do Protocolo Adicional ao Acordo Internacional do Açúcar de 1935 que a expressão «Alemanha do Este» usada para designar a República Democrá-

tica Alemã na versão revista do artigo 14 deste Protocolo Adicional não é correcta.

A República Democrática Alemã foi criada em 7 de Outubro de 1949, na base da Constituição aprovada pelo 3.º Congresso Alemão de Maio de 1949. Por meio de uma série de actos efectuados pela União Soviética a República Democrática Alemã adquiriu inteira soberania legal internacional. A República Democrática Alemã adquiriu igualmente o reconhecimento internacional devido ao estabelecimento de relações diplomáticas, económicas e comerciais com muitos países.

A designação oficial deste Estado soberano é como se pode verificar, por exemplo, no artigo 2.º da acima citada Constituição, República Democrática Alemã, e por isso esta é a única designação correcta que deverá ser usada em documentos legais internacionais.

Jiri Hájek, Embaixador.

Pela República Dominicana:

Don L. F. Thomém.

14 de Dezembro de 1956.

Pela França:

J. Chauvel.

13 de Dezembro de 1956.

Pela República Federal da Alemanha:

Hans Von Herwarth.

Dr. Karl Müller.

14 de Dezembro de 1956.

Pela Grécia:

N. D. Pierracos.

14 de Dezembro de 1956.

Pelo Haiti:

Joseph L. Dejean.

12 de Dezembro de 1956.

Pela República Popular da Hungria:

Pelo Japão:

H. Nishi.

11 de Dezembro de 1956.

Pelo Líbano:

Emile Mattar.

14 de Dezembro de 1956.

Pelo México:

G. Luders de Negri.

14 de Dezembro de 1956.

Pelo Reino dos Países Baixos:

A. H. Hasselman.

14 de Dezembro de 1956.

Pela Nicarágua:

Ruben Dario.

14 de Dezembro de 1956.

Pela República das Filipinas:

Pela República Popular da Polónia:

E. Milnikiel, Embaixador.

13 de Dezembro de 1956.

Por Portugal:

João de Lucena.

14 de Dezembro de 1956.

Pela União da África do Sul:

W. A. Horrocks.

12 de Dezembro de 1956.

Pela União das Repúblicas Socialistas Soviéticas:

Smirnov.

15 de Dezembro de 1956.

A assinatura por parte da U. R. S. S. deste Protocolo Adicional, referindo-se nos artigos 14 à

China (Taiwan) e 34 à China de modo nenhum significa reconhecimento da autoridade do Kuomintang sobre o território de Taiwan, nem reconhecimento do chamado «Governo Nacionalista da China» como legal e competente do Governo da China.

Smirnov.

15 de Dezembro de 1956.

Pelo Reino Unido da Grã-Bretanha e da Irlanda do Norte:

Ao assinar o presente Protocolo declaro que, visto o Governo do Reino Unido não reconhecer as autoridades nacionalistas chineses como o competente Governo da China, não pode considerar a assinatura do Protocolo pelo Representante da China Nacionalista como assinatura válida por parte da China.

E. A. Hitchman.

13 de Dezembro de 1956.

Pelos Estados Unidos da América:

MINISTÉRIO DO ULTRAMAR

Direcção-Geral de Administração Política e Civil

Repartição de Justiça

Portaria n.º 16 318

Sendo conveniente tornar extensivo ao ultramar o Decreto-Lei n.º 41 075, de 17 de Abril de 1957, na parte em que dá nova redacção a vários artigos do Código de Processo Penal:

Manda o Governo da República Portuguesa, pelo Ministro do Ultramar, em conformidade com o disposto no n.º III da base LXXXVIII da Lei Orgânica do Ultramar, que se publique o referido decreto-lei nas províncias ultramarinas, para nelas ter execução, com excepção da nova redacção dada ao § único do artigo 389.º do Código de Processo Penal e do seu artigo 4.º, passando, porém, o artigo 3.º a ter a seguinte redacção:

Art. 3.º Nos tribunais cujo serviço se encontra atrasado por circunstâncias de carácter transitório pode o Ministro do Ultramar, sob proposta do Conselho Superior Judiciário, autorizar a colocação temporária, pelo período máximo de um ano, só excepcionalmente prorrogável uma vez, de magistrados judiciais e do Ministério Público, sempre que possível da mesma província e que, além do quadro, se reputem necessários à completa normalização do serviço.

§ 1.º Os magistrados serão designados para tais funções independentemente do disposto no artigo 2.º do Decreto n.º 35 915, de 24 de Outubro de 1946, e artigo 2.º do Decreto n.º 37 714, de 20 de Janeiro de 1950, abrindo vaga nas comarcas onde serviram, e, findas aquelas, ingressarão em qualquer comarca da sua categoria.

§ 2.º A distribuição dos serviços entre os magistrados nas comarcas em que haja dois cartórios de

escrivães será a que competir a cada cartório. Havendo um só cartório distribuir-se-ão, por espécies, os processos existentes e os papéis que venham a dar entrada, devendo as diligências realizar-se em dias alternados, excepto nos casos de urgência.

Ministério do Ultramar, 8 de Junho de 1957.— O Ministro do Ultramar, *Raul Jorge Rodrigues Ventura*.

Para ser publicada no *Boletim Oficial* de todas as províncias ultramarinas.— *R. Ventura*.

MINISTÉRIO DA EDUCAÇÃO NACIONAL

10.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública

De harmonia com as disposições do artigo 7.º do Decreto-Lei n.º 25 299, de 6 de Maio de 1935, se publica que S. Ex.ª o Ministro da Educação Nacional, por seu despacho de 28 do corrente, autorizou, nos termos do § 2.º do artigo 17.º do Decreto n.º 16 670, de 27 de Março de 1929, a seguinte transferência:

CAPÍTULO 3.º

Direcção-Geral do Ensino Superior e das Belas-Artes

Teatro Nacional de S. Carlos

Artigo 646.º «Outros encargos»:

N.º 1) «Subsídios não reembolsáveis»:

Da alínea c) «Para a satisfação de todas as despesas com a temporada de baile» — 200.000\$00

Para a alínea a) «Encargos com a realização dos espectáculos fora das épocas de ópera e baile» + 200.000\$00

10.ª Repartição da Direcção-Geral da Contabilidade Pública, 31 de Maio de 1957.— O Chefe da Repartição, *Manuel Miranda*.